

Mai – Juin 2025

C'est à nous !

Une série impressionnante de mesures politiques s'attaquent à des ressources qui nous appartiennent ; ces mesures nous ramènent en arrière.

Pour les personnes démunies, c'est lentement que les temps de servitude se sont éloignés. Il a fallu bien des siècles pour que chacune et chacun puisse dire « mon corps, c'est mon corps, il m'appartient » et bien du temps pour que l'horreur du dénuement de tout soit effectivement combattue par des mesures publiques.

Peu à peu, le droit de se créer soi-même, de ne pas se laisser enfermer dans un destin ou dans un « c'est comme ça » a progressé.

Agir pareillement en tant que « propriétaire de soi » exige qu'existent les moyens de l'indépendance, quels qu'ils soient. Ces moyens constituent la propriété privée et ils sont encore bien trop inégalement répartis.

Pour ceux qui n'avaient pas de propriété privée (qui n'étaient pas des héritiers), des conquêtes sociales ont permis des compensations : une redistribution d'une part de la richesse collective s'est mise en place du fait de l'exercice de la solidarité entre des citoyens qui avaient appris à se considérer comme des égaux.

Nous parlons par exemple de la sécurité sociale, qui constitue une assurance contre la perte de travail ; un revenu quand on n'a plus l'âge de travailler ; des remboursements pour ne pas être soumis à la loterie de la santé ; des congés payés pour la restaurer ; des allocations pour élever les enfants.

Cette richesse collective est liée aux droits du travail ; elle en est le produit.

Un tel système de protection exige une négociation entre partenaires sociaux ; il est intimement lié à des pouvoirs publics garants du système de redistribution, de l'égalité des citoyens, de leur pouvoir de décision sur leur futur. Il requiert aussi l'existence d'intermédiaires entre des citoyens, considérés comme des semblables et ceux qui exercent le pouvoir en leur nom. Cette démocratie n'est vivante que si la critique peut s'exprimer et des contre-pouvoirs, s'exercer.

C'est tout cela que l'actuelle majorité (et des majorités semblables dans d'autres pays) a entrepris de démanteler au prétexte d'en assurer la pérennité.

Ponctionner les richesses de la propriété collective à d'autres fins ; ne pas augmenter la contribution des plus forts ; affaiblir les corps intermédiaires entre ceux qui font les lois et les citoyens ; faire taire la critique.

Pour nous qui avons l'expérience intime de la précarité, nous ne souhaitons pas que davantage de concitoyens doivent traverser ce que nous avons traversé et traversons encore : quand le pouvoir de vivre est compromis, bombardé, la vie dans le trop peu n'est que cortège de contraintes. La pauvreté colle à la peau au point de la brûler.

Nous ne voulons pas que ces souffrances s'étendent à de nouveaux groupes sociaux, que la dépossession gagne du terrain, que la servitude redevienne possible.

C'est à nous...d' agir !

La destruction du peu de pouvoir de vivre qu'on a est possible, mais elle n'est pas certaine. Nous ne nous y sommes jamais résignés.

Pour nous qui nous sommes levés et d'abord relevés, qui luttons contre la pauvreté qui nous étreint, nous savons qu'il faut se mobiliser pour tous les droits ; qu'il faut se mobiliser pour tous les groupes : luttes syndicales et mutuellistes ; luttes associatives, citoyennes, culturelles et sociales ; luttes pour des pouvoirs publics qui se soumettent à la critique ; luttes pour la liberté de décider de son sort ; luttes pour la sauvegarde de la planète ; lutte pour l'existence d'un secteur non marchand fort.

Nous savons de source sûre, de source existentielle, que cela forme un tout, que tout cela est lié et que tout cela nous lie.

Quand on prend des coups de tous les côtés, on survit en utilisant ce qui nous reste de respiration pour analyser ce qui nous arrive. Nous sommes prêts à partager et à confronter ces savoirs durement acquis avec toutes celles et ceux qui s'estiment comptables de la vie en société, avec toutes celles et ceux qui luttent comme nous pour les libertés et l'égalité, mais aussi avec toutes celles et ceux qui ont pour mission de nous aider, y compris avec celles et ceux qui pensent que nous avons surtout à être « responsabilisés », méconnaissant sans doute nos conditions réelles d'existence et nos manières d'y faire face.

La société c'est nous ; on ne nous prendra pas ce que des générations de luttes ont conquis ; c'est à nous ; c'est à nous toutes et tous aussi de le défendre ensemble, en faisant progresser toutes les exigences de redistribution et toutes les luttes pour l'égalité.